

ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
7, Avenue Edouard Belin BP 54005
31055 Toulouse cedex 4.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7 avenue Edouard Belin
BP 54005
31055 Toulouse Cedex 4

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500FCS067

**Etabli en application du Code de la Commande Publique et du CCAG Fournitures
courantes et services, relatif à :**

**FOURNITURE DE PRESTATIONS DE SERVICE PRINCIPALES ET COMPLEMENTAIRES
D'AGENCE DE VOYAGES**

**Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du
Code de la commande publique**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat	4
2-1-Allotissement.....	4
2-2-Forme du contrat.....	4
2-3-Lieu d'exécution	4
Article 3 - Généralités	4
3-1-Pièces contractuelles	4
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	4
3-2-1-Protection de la main d'œuvre.....	4
3-2-2-Clause sociale	5
3-3-Protection de l'environnement.....	5
3-3-1-Bilan carbone.....	5
3-3-2-Autres dispositions environnementales.....	6
3-4-Réparation des dommages.....	6
3-5-Assurances	6
3-6-Autres obligations.....	7
3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance.....	7
3-6-2-Confidentialité et sécurité	7
3-6-3-Obligations diverses	8
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	9
4-1-Durée du contrat	9
4-2-Délai d'exécution des prestations	10
4-3-Réalisation de prestations similaires.....	10
Article 5 - Pénalités de retard	10
5-1-Pénalités applicables	10
5-2-Modalités de mise en œuvre des pénalités	12
Article 6 - Prix et règlement	12
6-1-Contenu des prix	12
6-2-Variation des prix	12
6-3-Modalités de règlement.....	12
6-3-1-Principe de la carte logée	12
6-3-2-Présentation des demandes de paiement.....	13
6-3-3-TVA	14
6-3-4-Répartition des paiements.....	14
6-3-5-Délais de paiement.....	14
6-3-6-Intérêts moratoires.....	14
6-3-7-Avoirs.....	14
6-4-Périodicité des paiements	14
6-5-Avance	14
6-6-Taux de change	15
6-7-Communication avec l'organisme de crédit et le titulaire.....	15
Article 7 - Clause de réexamen	15
Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie	15
8-1-Vérifications.....	15
8-2-Décision à l'issue des vérifications	17
8-3-Garantie.....	17
Article 9 – Traitement des données à caractère personnel.....	17
Article 10 - Résiliation	21
Article 11 - Litiges et différends	21
Article 12 - Dérogations aux documents généraux	21

Article liminaire : Présentation de l'ENAC

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de la Transition écologique.

L'ENAC rassemble :

- 3000 élèves répartis dans plus de 30 programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- 3500 stagiaires qui participent chaque année à plus de 300 sessions de stages de formation continue ou de perfectionnement,
- 80 projets de recherche, 50 doctorants et 20 thèses soutenues chaque année,
- Des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir chaque année plusieurs centaines d'élèves et de stagiaires étrangers, originaires des 5 continents,
- Des moyens humains constituant une exceptionnelle somme de compétences et de savoir-faire,
- Des moyens pédagogiques très complémentaires et à la hauteur de ses activités : simulateurs de contrôle du trafic aérien, simulateurs de vols, 125 avions, des laboratoires d'électronique, d'informatique, d'aérodynamique, de langues, etc.
- 9 implantations en France.

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

En un peu plus de 70 années d'existence, riche de plus de 23 000 anciens élèves, l'ENAC a su acquérir tant en France que dans le monde la reconnaissance de tous les intervenants de son domaine d'activité aussi bien des acteurs publics que privés situés en France et à l'étranger. Aujourd'hui, au travers des compétences reconnues de ses élèves, de ses stagiaires, de ses chercheurs, de ses enseignants, de l'ensemble de ses personnels, l'ENAC entend accroître encore son rayonnement dans le monde entier, et ce toujours au service de son domaine de prédilection : l'aéronautique.

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations de service principales et complémentaires d'agence de voyages pour le compte de l'ENAC en métropole, outre-mer ainsi qu'à l'étranger.

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique compte tenu de la globalité que représente l'exécution d'une mission qui rend impossible d'assurer son organisation, pilotage et coordination si les prestations étaient décomposées.

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande mono attributaire sans montant minimum et un maximum de 7 000 000 euros HT, pour toute la durée potentielle de l'accord-cadre en application des articles R2162-1 à R2162-5 du Code de la commande publique.

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite de 5% du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire présente une solution qui devra être complètement intégrée entre son portail de réservation « en ligne » et « hors ligne » et le logiciel de gestion des déplacements professionnels Notilus.

Les bons de commande prendront la forme des ordres de mission validés.

La ou les personnes habilitées à signer sont le pouvoir adjudicateur ou ses représentants.

2-3-Lieu d'exécution

Les lieux des voyages seront la Métropole, l'Outre-Mer et l'Etranger.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires);
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses annexes (politique voyage à jour et fichier de calcul du bilan carbone) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire y compris le cadre de réponse technique complété ;
- les demandes de réservation.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale

Le titulaire s'engage à proposer des hébergements accessibles aux personnes à mobilité réduite.

3-3-Protection de l'environnement

3-3-1-Bilan carbone

Conformément au paragraphe 5.1 du CCTP, le titulaire a pour obligation, dans le cadre des actions relatives au développement durable via son chargé de clientèle de mettre à la disposition de l'ENAC tous les éléments statistiques permettant de répondre aux obligations déclaratives de CO².

A ce titre, Il fournit **un état statistique semestriel et annuel du bilan carbone de l'ENAC**. Cet état statistique reprend à minima les informations telles que définies au tableau de l'annexe 1 « BILAN CARBONE » du CCTP.

3-3-2-Autres dispositions environnementales

Conformément aux dispositions de l'article L. 2111-2 du Code de la commande publique, et en application des lois n°2015-992 du 17 août 2015 (Transition Énergétique pour la Croissance Verte) et n°2021-1104 du 22 août 2021 (Climat et Résilience), le présent marché intègre des exigences environnementales dans ses conditions d'exécution.

1. Hébergement numérique durable

Le titulaire s'engage à ce que le Portail de réservation en ligne soit hébergé :

- Dans un datacenter situé de préférence en France ou dans l'Union européenne ;
- Par un opérateur certifié ou engagé dans une démarche de certification environnementale (ISO 14001 ou équivalent ou en cours d'obtention).

Le titulaire devra transmettre, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout document permettant de vérifier ces éléments.

2. Exigences sur les prestations de transport et d'hébergement

Le titulaire s'engage à :

- Proposer, pour les prestations de location de véhicule, des **véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à faibles émissions** ;
- Proposer les réservations d'hébergement vers des établissements engagés dans une démarche environnementale, notamment :
 - Labellisation **Clé Verte** ou équivalent pour les établissements privés
 - Ecolabel officiel européen « Services d'hébergement touristique » pour les établissements publics ou équivalent
 - Mise en œuvre d'une politique de gestion des déchets, de maîtrise de l'eau et d'utilisation de produits biosourcés ou écolabellisés.
- A cet effet, le prestataire fournit un bilan annuel présentant :
 - la part de véhicules hybrides rechargeables ou électriques loués.
 - la part des structures hôtelières mobilisées engagées dans des démarches respectueuses de l'environnement

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par les articles L2193-3 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction d'accès au marché public ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-6-3-Obligations diverses

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne la réalisation des prestations dans les conditions prévues à l'article 7-1 du présent CCAP.

- Obligation de moyen :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions des cahiers des clauses particulières 'en particulier l'article 7-1) et de son offre.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. A défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire.

Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. A cet effet, il informe régulièrement l'ENAC sur le secteur des voyages et des déplacements.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Il fournit à ses employés tout le matériel nécessaire à l'accomplissement de leur travail afin d'assurer une prestation conforme aux attentes de l'acheteur. L'acheteur est en droit de demander à tout moment au titulaire les moyens humains et matériels mis en place pour satisfaire à ses obligations afin d'en apprécier la pertinence.

Suivi et évaluation :

Le titulaire devra fournir des rapports permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier le respect de ses engagements :

- un reporting trimestriel de la prestation voyage et un bilan annuel de la prestation voyage. La diffusion de ces reporting doit être réalisée dans les délais et conditions définies au CCTP.
- le bilan carbone semestriel et annuel selon le cadre en annexe du CCTP
- l'enquête de satisfaction annuelle sur la qualité des services menée auprès des chargés des voyages et des voyageurs dans les conditions définies au CCTP.
- la présence à une réunion de revue annuelle de suivi du marché sur la base des résultats liés à la gestion de l'ENAC

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible de manière tacite, 3 fois un an, soit une durée totale de 4 ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction demandé par le pouvoir adjudicateur le délai de préavis est fixé à deux mois.

La mise en production pour la réalisation des prestations de voyage est fixée au 01/02/2026.

4.2-Délai d'exécution des prestations

Les délais de traitement des demandes, gestion des litiges, horaires à respecter et les délais d'indisponibilité en cas de dysfonctionnement sont précisés au CCTP.

Durée d'exécution des bons de commande

Les commandes passées pendant la durée du marché devront être poursuivies jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent marché. Les demandes de réservations ne peuvent intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à **6 mois**, au-delà de la fin de validité du marché.

4-3-Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des marchés négociés pourront être passés ultérieurement.

Article 5 - Pénalités de retard

5-1-Pénalités applicables

Pénalité	Engagement contractuel non respecté	Référence CCAP / CCTP	Montant ou règle de calcul
Retard de mise en service	Mise en production de l'outil le 1er février 2026	CCTP 4.3, Paramétrage initial	300 € par jour de retard à compter du 2 février 2026
Retard de réponse aux demandes complexes	Dépassement du délai de 18 heures ouvrées pour une commande complexe	CCTP 4.2.2-A	50 € par retard constaté
Retard sur les demandes urgentes	Dépassement du délai de 2 heures ouvrées pour une demande urgente	CCTP 4.2.2-A	100 € par retard constaté
Défaut de fourniture de propositions	Non fourniture de trois propositions tarifaires différentes dont au moins un tarif low cost s'il existe	CCTP 4.2.2	50 € par manquement
Non-respect du délai de livraison	Billets, vouchers non transmis 18 heures ouvrées avant le départ en fonction de la date de commande	CCTP 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3	200 € par réservation concernée
Non-respect du taux de réponse téléphonique sur la ligne d'urgence	Plus de 5% d'appels perdus ou temps de décroché > 5mn	CCTP 5.3	30 € par appel non décroché ou avec un temps d'attente supérieur à 5 minutes

Non-respect des horaires de service	Absence de service du lundi au vendredi de 9h à 18h30 ou indisponibilité de la permanence H24	CCTP 5.3	100 € par demi-journée non couverte
Absence de reporting trimestriel ou annuel	Non transmission dans les 15 jours suivant la fin du trimestre	CCTP 5.1	100 € par transmission au-delà du délai de 15 jours
Absence de l'état statistique semestriel et annuel du bilan carbone de l'Enac	Non transmission dans les 15 jours suivant la fin du trimestre	CCTP 5.1	100 € par transmission au-delà du délai de 15 jours
Retard dans la résolution de litiges	Résolution au-delà de 10 jours ouvrés si cause interne au titulaire	CCTP 5.5	50 € par jour de retard constaté
Défaut de prépaiement ou d'annulation	Absence de prépaiement ou non-respect de la politique d'annulation préjudiciable à l'ENAC	CCTP 4.1.2 et 4.1.3	Indemnisation des frais engagés + 150 € par incident
Défaut de confidentialité / sécurité des données	Manquement à l'obligation de confidentialité ou défaut de sécurisation	CCTP 6.1, § 6.2	200 € par incident + responsabilité contractuelle engagée
Indisponibilité prolongée de l'outil	Outil inaccessible plus d'une demi-journée ouvrée sans procédure manuelle	CCTP 6.3	500 € par demi-journée
Non-respect du processus de facturation	Erreurs ou absence de transmission des factures dans les délais	CCTP 7.4	50 € par facture erronée ou non transmise

5-2-Modalités de mise en œuvre des pénalités

• Modalités d'application des sommes dues au titre des pénalités

Toute pénalité appliquée par l'ENAC est perceptible par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire.

Ce titre peut porter sur l'intégralité des pénalités applicables, sans préjudice du fait que le ou les bons de commande concerné(s) par le(s) manquement(s) ai(en)t, le cas échéant, donné lieu à un règlement, même définitif.

• Pénalités - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont applicables sans observations

préalables du Titulaire.

- **Pénalités - plafonnement des montants :**

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités ne peut excéder 10% des dépenses sur 1 an.

- **Pénalités - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

Article 6 - Prix et règlement

6-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix détaillés figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ils comprennent tous les frais afférents à la mise en œuvre des prestations objet du présent contrat, en distinguant les frais applicables au offline de ceux applicables au online.

6-2-Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix du marché sont fermes.

6-3-Modalités de règlement

6-3-1-Principe de la carte logée

En ce qui concerne les prestations de billetterie, hôtellerie, location de véhicules et cartes d'abonnement, le principe de paiement par carte logée (également appelée « carte voyageur ») est retenu, dans les conditions fixées au protocole d'expérimentation de la Direction Générale des Finances Publiques. Cette mise en place, qui ne nécessite pas de formalités de type de cession de créances, se fait par contrat de souscription.

Dès lors, sont réglées les dépenses (opérateurs de transport, hôteliers, etc, ...et frais d'agence de voyage) directement à l'organisme tenant le compte de carte voyageur sur présentation d'un relevé d'opérations (assortis de factures justificatives, électroniques, le cas échéant).

Ce paiement a un caractère libératoire pour la personne publique.

L'agence de voyage titulaire renonce à tout paiement direct.

Le pouvoir adjudicateur choisit l'organisme financier émetteur de la carte logée parmi ceux proposés par le titulaire.

6-3-2-Présentation des demandes de paiement

Pour ce qui concerne les prestations billetterie-hôtellerie et services associés, les demandes sont présentées sous forme de **relevés d'opérations bimensuels, présenté par** unité budgétaire de l'ENAC et accompagnés des factures justificatives. Ces relevés incluent la part variable de la rémunération du titulaire.

Le ROP est payé au plus tard le 30ème jour suivant la date de sa réception acceptée par L'ENAC.

Chaque prestation est chiffrée tous **frais d'agence inclus**. Il ne sera pas accepté de lignes spécifiques de frais.

Facturation voyageur

Le voyageur titulaire du marché émettra des factures dont le solde à payer est à 0. L'ENAC s'assurera de la conformité du contenu de ces factures par rapport à ses commandes et de la livraison des prestations commandées.

Facturation organisme financier

L'organisme financier émetteur de la carte logée adressera un relevé de facturation (relevé d'opérations) à l'ENAC, selon les modalités prévues dans le contrat passé entre l'ENAC et l'organisme financier. Le pouvoir adjudicateur vérifiera la concordance entre ce relevé et les factures émises par le voyageur.

Le relevé fera également apparaître pour chaque facture, ligne par ligne, au maximum les informations suivantes :

- Unité budgétaire de la mission
- Nom et prénom du voyageur
- Numéro de l'ordre de mission
- Date de la prestation
- Destination principale
- Adresse budgétaire complète

Le relevé de facturation émis par l'organisme financier émetteur de la carte logée donnera lieu à un paiement direct, selon les termes spécifiés dans le contrat conclu entre l'ENAC et l'organisme financier émetteur de la carte.

La facturation émise par le voyageur, faisant l'objet d'émission de relevé par l'organisme financier, ne fera pas l'objet de paiement, la créance de ces prestations étant transférées à l'organisme financier émetteur de la carte logée.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret précité, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :

ENAC - Toulouse Rangueil : 193 112 562 00015

Les demandes de paiement seront à libeller à l'adresse suivante :

Ecole Nationale de l'Aviation Civile
Département Finances
7 avenue Edouard Belin
CS 54005

6-3-3-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

6-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

6-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

6-3-7-Avoirs

Le remboursement partiel ou total de prestations facturées peut se faire par l'émission par l'agence de voyage d'un avoir, repris dans le relevé d'opérations. L'avoir devra préciser le numéro de facture concerné.

Dans le cas de dépenses indues, à ce titre non justifiables du service fait (erreurs d'affectation au compte technique par exemple), l'ENAC signalera les erreurs à l'agence de voyage, en vue de correction sur le ROP suivant.

6-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations (réception du relevé bimensuel).

6-5-Avance

Aucune avance n'est prévue.

6-6-Taux de change

En cas de prestation en devise étrangère, le titulaire (ou l'organisme de carte logée) présente à la personne publique, une facturation en euros, selon le taux de change de chancellerie (taux de la Direction Générale des Finances Publiques) à la date de la réservation.

Si le titulaire souhaite utiliser un autre taux de change, celui-ci devra :

- faire l'objet d'un accord préalable formel de l'ENAC,
- et être disponible sur une base publique, historisée et consultable gratuitement à tout moment par l'ENAC

6-7-Communication avec l'organisme de crédit et le titulaire

En configuration « carte logée », les litiges sur la liquidation et les annulations font l'objet d'une communication entre l'ENAC et ses interlocuteurs selon les modalités prévues dans le contrat de carte logée.

A défaut de précisions dans ce contrat, les communications se font entre l'ENAC et le titulaire du marché. Il est entendu que toute discussion avec, soit l'organisme financier, soit le titulaire du contrat est réputée connue de l'autre interlocuteur et la décision finale est réputée prise en compte conjointement.

Par ailleurs, comme prévu, les pénalités et réfections sont imputées au titulaire et non au prestataire de carte logée.

Article 7 - Clause de réexamen

Au titre du présent accord-cadre, pendant toute la durée de son exécution et après accord entre les parties, il est possible de procéder à des modifications en vertu de la présente clause de réexamen, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, pour tenir compte des évolutions du marché dans les cas suivants :

- Correction d'une erreur matérielle :

En cas d'une erreur matérielle manifeste dans la rédaction des pièces du marché (contradiction, ambiguïté, erreur de frappe, répétition, oubli de mots ou de chiffres, etc.). Cette correction sera formalisée par la mise à jour du ou desdits documents envoyé(s) au titulaire pour notification.

- Modification de la réglementation :

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

- Modification de la politique voyage :

En cas de modification de la politique voyage de l'ENAC au cours de l'exécution du présent marché, le prestataire devra intégrer ces modifications sur l'outil de réservation, après transmission par l'ENAC de cette nouvelle politique voyage.

Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie

8-1-Vérifications

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le niveau d'obligation est variable selon les prestations prévues au contrat.

Pour les prestations suivantes, le titulaire est soumis à une obligation de résultat : la mise en place de l'outil de réservation en ligne et la disponibilité de l'équipe en charge des réservations et des prestations d'assistance.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat. Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

Pour les prestations suivantes, le titulaire est soumis à une obligation de moyen renforcée : la délivrance des titres de transport et d'hébergement et associés.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre technique, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification du service fait :

Phase implémentation et modification de paramétrage de l'outil de réservation en ligne :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Le délai de vérification est fixé à 30 jours à compter de la mise en service de l'outil. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Si les prestations d'implémentation et annexes (par ex, les formations à l'utilisation de l'outil) ne sont pas complètes, l'acheteur peut décider d'accepter les prestations en l'état avec réfaction du ou des prix du BPU concerné(s) ou mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Prestations d'agence de voyage et livraisons de tout type de livrables :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à réception des documents relatifs à sa demande. Les vérifications portent sur les quantités, horaires, tarifs et éventuelles conditions particulières à appliquer en fonction du ou des voyageurs. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Ces vérifications seront réalisées dans un délai de :

- 24 heures pour les commandes non urgentes
- 2 heures pour les commandes de voyages urgentes

Si la prestation réalisée n'est pas conforme, l'acheteur en informe le titulaire qui procède à l'annulation des documents en cause et émet sans frais les nouveaux et en assure la livraison.

Formations et présence aux réunions :

Pour ces prestations, le service fait est réalisé après constatation par l'ENAC de leur achèvement

Vérifications des prestations de billetterie, hôtellerie, location de véhicules et cartes d'abonnement

Les opérations de conseil, billetterie, hôtellerie, (y compris H24), en ligne et hors ligne, font l'objet d'une vérification de service fait. Pour la billetterie, le service fait d'entend par la délivrance du billet et non de son utilisation effective. Les vérifications s'effectuent dans un délai de 30 jours à compter de la réception du relevé et/ou de la demande de paiement.

Vérifications relatives à la conduite de changement

Les vérifications s'effectuent dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La constatation du service fait vaut décision d'admission.

Vérifications transversales

Les prestations du présent marché qui s'exécutent transversalement pendant toute la durée du contrat (mise à disposition du chargé de clientèle etc,) ne font pas l'objet de vérifications formalisées. En cas de manquement constaté, des réfections peuvent être prononcées lors des réunions de suivi.

8-2-Décision à l'issue des vérifications

Suite aux vérifications, les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

8-3-Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 9 – Traitement des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données ".

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

9-1- Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

9-2- Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation

internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

9.2.1 - Sous-traitance ultérieure

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

9.2.2.- Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

9.2.3- Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@enac.fr.

9.2.4 - Notification des violations de données à caractère Personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai

maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : dpo@enac.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

9.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

9.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

9.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

9.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

9.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

9.2.10 – Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

9-3- Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Article 10 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 11 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Le présent accord cadre est régi par le droit français. Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Article 12 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :
Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 5.1 du CCAP
Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 5.2 du CCAP
Dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS par l'article 8.3 du CCAP
